

SERVICES TECHNIQUES

N°26/048

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE DE L'ANNEE 2026

ARRETE TEMPORAIRE CONCERNANT L'INSTALLATION D'UNE BENNE RUE D'ANTAR

Le Maire d'Epône,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire ;

Vu le Code pénal notamment son article R. 610 ;

Vu le Code de la route et notamment ses articles L. 325-1 et suivants, ses articles R. 417-9, R 417-10 ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière modifiés par les textes subséquents ;

Vu le règlement de voirie départementale ;

Vu l'arrêté municipal N°22/059 du 10 mai 2022 portant opposition de transfert des pouvoirs de police spéciale du Maire à la Présidente de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise ;

Vu l'arrêté de la Présidente de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise n°ARR2022_113 du 13 juillet 2022 portant sur la renonciation du transfert des pouvoirs de police spéciale ;

Vu la demande en date du 3 mars 2026, par laquelle le pétitionnaire sis 24 rue d'Antar 78680 EPONE sollicite une autorisation pour l'installation d'une benne à gravats sur le domaine public, au droit de sa propriété, du 13 au 16 mars 2026 de 8 H 00 à 20 H 00.

Considérant que pour permettre la pose d'une benne à gravats, il est nécessaire par mesure de sécurité de prendre des dispositions particulières en matière de stationnement.

ARRETE

Article 1 : Le pétitionnaire est autorisé à déposer une benne à gravats sis 24 rue d'Antar à Epône, du 13 mars au 16 mars 2026 de 8 H 00 à 20 H 00.

Le demandeur devra respecter toutes les directives suivantes :

- Une place de stationnement sera neutralisée entre le 24 et 26 rue d'Antar pour l'installation de la benne à gravats.
- Le balisage sera à la charge du demandeur.
- Assurer une pré signalisation correcte par la pose de panneaux.
- Laisser un passage piéton sécurisé.
- Assurer une protection autour de la benne.
- La circulation des véhicules ne devra en aucun cas être entravée, notamment les véhicules d'incendie et de secours et éventuellement les véhicules de collecte des déchets ménagers.

Article 2 : L'affichage de cet arrêté devra être effectué 48 H 00 avant la pose de la benne.

SERVICES TECHNIQUES

Article 3 : Dès achèvement, le demandeur sera tenu de réparer tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie, à la chaussée et au trottoir.

La présente autorisation est révoquée à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige.

Article 4 : La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements exercés par l'autorité municipale.

Article 5 : Le demandeur est dispensé de droits de voirie.

Article 6 : Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement de mesures de publicité (publication, affichage ou notification) auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56 avenue de Saint Cloud 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée, sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- GPSEO Aubergenville ;
- Police Nationale de Mantes-la-Jolie;
- Police Municipale d'Epône ;
- Le pétitionnaire ;
- Pour exécution ou information, chacun en ce qui le concerne.



Fait à Epône, le 4 mars 2026

